

Questions au Feuilleton

	Ministère client	Programme	Valeur brute	Valeur nette
1.	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	Emploi pour les femmes	\$ 700,000.00	\$ 595,000.00
2.	Santé nationale et bien-être social	Nutrition	280,000.00	238,000.00
3.	Santé nationale et bien-être social	Dialogue sur l'alcool	225,000.00	191,250.00
4.	Agriculture	Promotion nationale de la pomme	47,096.00	40,031.60
5.	Secrétariat d'État	Appui des activités	43,210.00	36,728.50
6.	Gendarmerie royale du Canada	Du 21 nov. 1980 au 1 ^{er} avril 1981, recrutement de la Gendarmerie royale du Canada	18,552.00	15,769.20
7.	Défense nationale	Recrutement	220,000.00	187,000.00
8.	Défense nationale	1980-1981—Recrutement national anglais	333,000.00	283,050.00
9.	Défense nationale	1980-1981—Recrutement national français	358,400.00	304,640.00
10.	Défense nationale	1980-1981—Recrutement national de l'Atlantique	46,800.00	39,780.00
11.	Défense nationale	1980-1981—Recrutement dans la région du Québec	28,085.00	23,872.25
12.	Défense nationale	1980-1981—Recrutement dans la région centrale	55,481.00	47,158.85
13.	Défense nationale	1980-1981—Recrutement dans la région de l'Ouest	62,384.00	53,026.40
		Total	\$2,418,008.00	\$2,055,306.80

Tous les contrats sont pour la retenue d'espace et de temps dans les media par la Canadian Media Corporation, et sont accordés d'après la valeur brute des plans de media. Le paiement au media sera fait cependant selon le montant net, (valeur nette moins le 15 p. 100 de commission et moins escomptes sur paiement rapide) qui représente le coût réel du media et n'inclut ni frais généraux ni bénéfice pour la Canadian Media Corporation.

LE VOYAGE EFFECTUÉ EN AFRIQUE PAR LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE ET MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Question n° 2265—M. Cossitt:

1. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement s'est-il rendu en Afrique récemment et, le cas échéant, a) quel moyen de transport a-t-il utilisé pour s'y rendre et en revenir et combien ce voyage a-t-il coûté aux contribuables, b) combien de personnes ont accompagné le ministre à n'importe quelle étape du voyage, à quelles fins et combien cela a-t-il coûté?

2. Le ministre a-t-il visité le parc national Serengeti, en Tanzanie, avec un groupe de spécialistes canadiens de la faune à la retraite et, le cas échéant, a) pourquoi, b) en quoi cela a-t-il été utile aux contribuables?

3. Le parc est-il reconnu comme endroit d'observation de la migration des éléphants blancs et, le cas échéant, le gouvernement envisagera-t-il d'en acheter pour le Canada ou estime-t-il en posséder suffisamment?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): 1. Oui.

a) Des vols commerciaux ont été utilisés pour se rendre en Afrique et en revenir. Le coût de transport du ministre était de \$3,993.

b) Deux. Parce que leurs fonctions étaient celles normalement associées à un voyage ministériel à l'extérieur du Canada. La totalité des coûts était de \$7,567.68.

2. Non.

a) Sans objet.

b) Sans objet.

3. Non.

[Français]

Mme le Président: On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.

● (1510)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

MESURE VISANT À CONSTITUER UNE SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 8 avril 1981, du bill C-42, tendant à constituer une Société canadienne des postes, à abroger la loi sur les postes et d'autres lois connexes et à modifier d'autres lois, dont le comité permanent des prévisions budgétaires en général a fait rapport avec des propositions d'amendement, et de la motion n° 9 de M. Blenkarn (p. 9064).

M. John Gamble (York-Nord): Madame le Président, si j'interviens pour appuyer la motion n° 9 visant à modifier le bill C-42, c'est pour parler des changements relativement minimes que le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) souhaite apporter en modifiant l'article 31 dans la version actuelle du bill. Ces changements sont très succincts, mais si j'appuie cette proposition d'amendement, c'est pour d'autres raisons que leur brièveté.

Les dispositions actuelles de l'article 31 prévoient la nomination de deux vérificateurs qui vérifieront les comptes de la nouvelle société des postes et cet amendement vise à remplacer ces deux vérificateurs, nommés dans les conditions précisées à l'article 31, par le vérificateur général.

J'ai eu l'occasion de participer aujourd'hui à une réunion du comité directeur du comité permanent des comptes publics, réunion au cours de laquelle j'ai non seulement pu parler de cette question avec le vérificateur général mais aussi d'autres questions relatives à sa nomination de vérificateur pour certaines sociétés de la Couronne. Le vérificateur général m'a fait savoir ainsi qu'à d'autres membres du comité directeur du comité permanent des comptes publics, qu'il avait correspondu avec le ministre des Postes (M. Ouellet) pour attirer son attention sur les conséquences malheureuses qu'entraînerait, d'après lui, la cessation de ses fonctions de vérificateur des services postaux sur la constitution de la société canadienne des Postes et son remplacement par des vérificateurs indépendants.

On voit depuis quelque temps se dessiner une tendance regrettable, consistant à remplacer le Vérificateur général par des vérificateurs extérieurs. Par exemple il est question de remplacer le Vérificateur général par des vérificateurs indépendants à l'occasion de l'assemblée annuelle d'Eldorado Nuclear qui doit avoir lieu le 28 de ce mois.